

CURRICULUM VITAE

Nom patronymique : DIARRA

Prénom : Eloi

Date et lieu de naissance : 03 juin 1949 à Vanékuy (Mali)

Nationalités : malienne et française

Situation de famille : marié, 4 enfants.

Adresse : 3, Allée des Acacias, 76960 N-D de BONDEVILLE.

Téléphones personnels : 06 62 13 66 55 ; 02 32 82 00 04 ;

Téléphone professionnel : 02 32 76 97 71

Mèls : Eloi.Diarra@univ-rouen.fr ou Eloi.Diarra@wanadoo.fr

Dernier titre universitaire : Docteur d'Etat en droit,

Thèse : Les aspects financiers de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), soutenue le 29 juin 1982, à l'Université de Paris II, Panthéon, Mention : Très honorable,
Directeur : M. Paul AMSELEK.

Agrégé des facultés de droit (France), janvier 2008

Autre titre : **Agrégé** des facultés de droit du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES), novembre 1987.

Autres diplômes :

DEA de Finances publiques et fiscalité, Paris II, Place du Panthéon, Juin 1979.

Thèse de 3^e cycle : Les communes mixtes au Sénégal, 1897-1960.

Mention : Très honorable,

Directeur : Jean du Bois de GAUDUSSON, Bordeaux I, 1987.

Fonctions : Professeur ; enseignant-chercheur,

Etablissement actuel : Université de Rouen, faculté de droit, des sciences économiques et de gestion.

TRAVAUX – OUVRAGES – ARTICLES – REALISATIONS

1) Ouvrages - Articles - réalisations.

A paraître en 2015 :

- La fiscalité numérique : quel avenir, in *Revue française de finances publiques*, mai 2016.
- La fiscalité des activités portuaires, ex. du Port Autonome de Dakar, ouvrage collectif, sous la dir. De M. Yaya BODIAN, univ. Ch. Anta Diop de Dakar.
- Le financement de la formation des prêtres en Afrique de l'Ouest francophone, ouv. collectif, sous la dir. de Hélène BRUNET de COURREGES ;
- L'Etat et la religion au Mali, in *Brills Encyclopedia of Law and Religion*,

- 1) Le droit colonial en Afrique de l'Ouest francophone ou la construction d'une société nouvelle, in ouvrage collectif *Faire l'histoire du droit colonial, cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie*, sous la direction de Jean-Philippe BRAS, Khartala 2015, p. 113-134.
- 2) Les politiques fiscales en France, chronique de fiscalité, *Revue française de finances publiques*, février 2015, n° 129, p. 249-267.
- 3) La fiscalité des associations n'est plus ce qu'elle était : de la simplicité à la complexité, in *Droit des sociétés, le mensuel du juriste et de l'entreprise*, n° 122, sept. 2014, p. 27-35
- 4) La dette publique comme limite au financement public ou un autre effet d'éviction de l'emprunt, in ouvrage collectif, *Les évolutions des modes de financement de l'action publique* (sous la dir. de Fabien BOTTINI, maître de conférences, université du Havre, L'Harmattan, 2014, p. 111-128.

- 5) Le statut du personnel des collectivités territoriales en charge de la gestion du patrimoine culturel et historique local, in ouvrage collectif, *la Fonction publique territoriale, Contexte, recrutements et avenir*, éd. PURH, 11.2013 ;
- 6) L'Espace d'interpellation démocratique ou les droits de l'homme sous l'arbre à palabre, in *L'homme dans la société internationale, Mélanges en hommage au Professeur Paul Tavernier* (sous la coordination générale de Jean-François Akandji-Kombé), Bruylant, Bruxelles, 2013, p. 665-691.
- 7) Pour un Observatoire des finances publiques africaines, in *Afrilex*, n° spécial sur les finances publiques africaines, juin 2012.
- 8) La vie constitutionnelle et politique du Mali depuis l'indépendance : cinquante ans ... et après ? in ouvrage collectif, *le Mali*, septembre 2010, p. 29-73.
- 9) L'histoire constitutionnelle du Mali, in *Revue juridique et politique des Etats francophones*, avril-juin 2010, p. 229-260.
- 10) Le juge des droits de l'homme en Afrique noire francophone, la *Revue ivoirienne de droit (RIB)*, n° 40, 2009, CIREJ, Abidjan, Presses de l'université des sciences sociales de Toulouse, p. 9-34.
- 11) Finances publiques et institution étatique, ou institution et désinstitutionnalisation de finances publiques : deux moments de l'Etat en France, à paraître dans les Actes du colloque du Centre d'étude des systèmes juridiques de la faculté de droit de Rouen sur « L'institution », édit. *L'Harmattan*, p. 219-285, Juin 2008.
- 12) L'administration et les administrés dans l'Union européenne, in *La France face à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ouvrage collectif*, sous la direction de Mme Laurence BURGORGUE-LARSEN, Préface Guy Braybant, *Editions Bruylant*, 2005, p. 585-629.
- 13) Intégration ou coopération fiscale au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), la *Revue burkinabè du droit*, n° 45, 2004, p. 35-58.
- 14) Histoire de la zone franc, in *La zone franc face à l'Euro*, Artois Presses Université, 2000, sous la direction de M. Arnaud de RAULIN, préface de M. P. MESSMER, p. 15-26.
- 15) Le Mali, in *Conjoncture 2000, Le nouveau bilan économique, politique et social du monde*, édit. Bréal, p. 298-301.
- 16) La liberté religieuse au Mali, in *Mélanges Raymond GOY, Du droit interne au droit international, le facteur religieux et l'exigence des droits de l'homme*, Publications de l'Université de Rouen, 1998, p. 161-178.
- 17) Les droits de l'homme au Mali en 2004, et les droits de l'homme au Sénégal en 2004, in *Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique*, vol. 2, sous la direction de M. Paul TAVERNIER, *Editions Bruylant*, 2006, p. 1425-1443 (Mali) et p. 1805-1936 (Sénégal).
- 18) Les privatisations au Sénégal, in *La propriété en mutation*, Publications de l'Université de Rouen, 1997, p. 109-125.
- 19) Le modèle européen de protection des droits de l'homme est-il exportable ? La protection des droits de l'homme en Afrique, in *Quelle Europe pour les droits de l'homme*, sous la direction de M. Paul TAVERNIER, Bruylant, 1996, p. 407-438.
- 20) Constitution et Etat de droit au Mali, in *La revue juridique indépendance et coopération (RJPIC)*, n° 3, oct.-déc. 1995, p. 252-284.
- 21) Forces et obstacles à l'avènement de la démocratie en Guinée, in *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, sous la direction de M. CONAC, Economica, 1993, p. 317-329.
- 22) Les finances publiques françaises sous de Gaulle et les Etats d'Afrique francophones, in *Charles de Gaulle et l'Afrique*, actes du colloque de Dakar, 27-3 mars 1990, p. 34-46, publication de la Mission d'action culturelle de

- l'Ambassade de France à Dakar et de l'institut Charles de Gaulle de Paris
- 23) Convergences et divergences entre constituants de la Révolution française et constituants africains, 30p. In *La Révolution française et l'Afrique*, actes du colloque de Dakar, 23-29 avril 1989.
 - 24) Le pouvoir réglementaire en matière fiscale au Sénégal, in *Revue des institutions politiques et administratives du Sénégal* (RIPAS), n° 23-24, janv.-déc. 1990, p. 217-236.
 - 25) Le code des investissements du Sénégal d'août 1987, un bref aperçu, in *La Revue juridique africaine*, Cameroun (Yaoundé), 1990, n° 2, p. 7-15.
 - 26) Quelques observations sur le code général des impôts du Sénégal de février 1987, in *RIPAS*, n° 16, janv.-juin 1987, p. 75-94.
 - 27) La procédure législative au Sénégal, in *RIPAS*, n° 11, p. 702-763.
 - 28) Compendium de fiscalité immobilière sénégalaise, in *RIPAS*, n° 9, janv.-mars 1984, p. 334-353.
 - 29) Note de lecture sur le Lamy fiscal 1983, in *RIPAS*, n° 8, p. 832-836.

2) Autres travaux de recherche

- 1) Coordination (collecte, lecture, correction, harmonisation et Editorial du n° 4 et du n° Spécial, juin 2012 d'AFRILEX, revue en ligne du CERDRADI, laboratoire de l'Université de Bordeaux 4-Montesquieu) sur les Finances publiques africaines, parus sur le site <http://www.afrilex.u-bordeaux4.fr>, Décembre 2004 et Juin 2012 ;
- 2) Pour la Revue juridique africaine, dirigée par M. M. KAMTO de l'Université de Yaoundé (Cameroun), A la recherche de la fiscalité de l'environnement, juin 1992, 27 p.
- 3) Pour les Annales africaines, publication de la Faculté des sciences juridiques et politiques de Dakar, L'évolution de la fiscalité sénégalaise de 1980 à 1990, août 1991, 41 p.

C – Cours en ligne pour les étudiants du Service Télé-enseignement sur le site internet de l'université de rouen.

1 – Master 2 : Droit budgétaire, 2015-2016 ; 176 pages.

Autres rédactions de cours

- 1 – Licence 2 : Finances publiques, 201-2014 ; 212 pages,
- 2 – Master 1 : Droit des collectivités territoriales, 2006-2007 ; 142 pages.
- 3 – Master 2 : Contentieux des collectivités territoriales, 2005-2006 ; 86 pages
- 4 – Maîtrises de droit public et des carrières judiciaires : Contentieux fiscal, 2000-2001 ; 77 pages.

ENSEIGNEMENT

1) UFR de droit, des sciences économiques et de gestion de Rouen

- Master 2 SPP : Droit budgétaire, depuis 2004 ;
- Master 2 SPP : Droit du regroupement territorial, depuis 2008 ;
- Master 2 : Contentieux des collectivités locales, de 2004 à 2006 ;
- Master 2 DPA : Finances publiques approfondies, depuis 2013 ;
- Master 2 DPAC : Droit du patrimoine culturel et historique des collectivités territoriales, depuis 2012
- Master 1 : Droit des collectivités locales, de 2004 à 2014 ;
- D.E.A. de Droit public: Finances publiques approfondies, 1997-2000, thèmes spéciaux sur le contentieux constitutionnel des lois de finances ; les pouvoirs financiers du parlement ;

- D.E.S.S. Droit fiscal et douanier: Fiscalité personnelle, de 1992 à 1999;
- D.E.S.S. Droit fiscal et douanier : Contrôle et contentieux fiscal (2000 et 2001) ;
- Maîtrise de Droit: Contentieux fiscal, de 1995 à 2000 ;
- Licence d'administration publique (IPAG) : Organisation administrative, depuis 1997 ;
- Licence AES : Cadre international de la vie économique, de 1992 à 2004 ;
- Licence AES : Libertés publiques, de 1998 à 2004 ;
- Licence AES : Fiscalité générale et locale, depuis 2001 ;
- 2^e année de Droit à la faculté de droit de Rouen : Finances publiques, de 1991 à 1994 et ensuite depuis 1997 à 2012 ;
- 2^e année de Droit du centre d'Evreux : Finances publiques, de 1994 à 1996 ;
- 1^o année de Droit (Centre d'Evreux) : Introduction générale au droit, en 1990 et 1991 ;
- 1^o année AES : Institutions publiques, en 1990 et 1991.

2) IUT de l'Université de Rouen : fiscalité générale, de 1990 à 1993.

3) Faculté des sciences juridiques et politiques (Université Cheick Anta Diop de Dakar/Sénégal)

- Master 2, Droit public : Finances publiques approfondi depuis 2010 ;
- D.E.A. de Droit public général : Finances publiques approfondies, de façon régulière entre 1991 et 2008.
 Quelques thèmes traités : les finances des organisations internationales ; les comptes spéciaux du trésor ; la réduction ou la maîtrise des dépenses publiques ; l'évolution des règles budgétaires ; les conventions fiscales franco-africaines ; la dette publique ; l'équilibre budgétaire ; l'environnement des finances publiques ; sociologie africaine de l'impôt ; la loi organique du 1^{er} août 2001 et les finances publiques africaines ; la fiscalité de l'intégration au sein de l'UEMOA ; l'adaptation des finances locales africaines à leurs fonctions.
- DEA de droit de l'Intégration : Cours de fiscalité de l'intégration, en 1999 et 2002 à 2005.
- DEA de droit public-Enseignement : Droit des traités et conventions économiques, 1985 et 1986.
- DEA de science politique : Cours de science financière, de 1998 à 2002.
- Maîtrise de droit public : Droit international économique, 1984 à 1988.
- Maîtrise de droit public : Idées politiques, 1983 à 1989.
- Licence, option administration publique : Techniques fiscales, 1982 à 1990.
- Licence de sciences économiques : Fiscalité, 1982 à 1990.

4) Faculté des sciences juridiques et économiques de Bamako (Université du Mali).

- Chaire d'encadrement à l'intention des enseignants (Assistants et Maîtres-Assistants) en finances publiques générales (Sessions de formation de 1999 à 2003).
- D.E.A. de droit public : finances publiques approfondies, depuis 1997/98.
- Maîtrise de droit public : Droit des entreprises publiques en 2000, 2004.
- Licence Droit privé : fiscalité générale malienne de 2000 à 2005.
- 1^e année Droit : Les constitutions maliennes, 2006, 2009.

5) Université catholique de l'Afrique de l'Ouest-Unité universitaire de Bamako (UCAO-UUBa).

- Nommé Assesseur du Recteur, chargé de l'Ecole doctorale de l'UCAO (mars 2016)
- Création et animation du département de droit, UCAO-UUBa (2008),
- Cours de finances publiques en L2 Droit depuis 2008, UCAO-UUBa,
- Cours de comptabilité publique approfondie en M2 droit public approfondi (2013)
- Cours de finances communautaires de l'UEMOA, UCAO-UUB, 2016.

6) Ecole nationale d'administration du Sénégal – Université Alioune Diop de Bambey

- Master EMT (Executive Master on Tax) : cours sur la transition fiscale. Oct. 2015

RECHERCHE

1) Centres et laboratoires de recherche

- 1) Membre de l'African Tax Research Network (ATRN) rattaché à l'African Tax Administration Forum (ATAF) depuis 2014.
- 1) Membre de la Société française de finances publiques (S.F.F.P.), depuis le 1^{er} janvier 1997.
- 2) Membre de la Société française de droit fiscal (S.F.D.F.) depuis 1990. A ce titre, organisateur du colloque de la Société sur le thème des conventions fiscales franco-africaines, à Dakar en 1993.
- 3) Membre de l'Institut international de finances publiques (I.I.F.P. -Saarbruck, Allemagne) de 1986 à 1994.
- 4) Membre du Centre universitaire rouennais d'études juridiques (CUREJ) de la faculté de droit de Rouen depuis 2005.
- 5) Membre du Centre de recherche sur les droits de l'homme (CREDHO) de la faculté de droit de Rouen de 1994 à 2006.
- 6) Membre du Centre de recherche en droit de l'activité professionnelle (CRDAP) de la faculté de droit de Rouen de 1999 à 2005.
- 7) Membre du Centre de recherche en Droit des activités économiques, Faculté de Droit de Rouen, de 1990 à 1998.

2) Organisation ou participation à des colloques (les plus récents) :

Colloques récents

- 24 mars 2016 : *La dette, entre passé et avenir : rapport introductif.*
- 28 janvier 2016 : *Journée loi de finances 2016.*
- 26-27 novembre 2015 : droit et développement, le rôle des incitations fiscales, Rabat, Maroc
- organisation de colloques sur : *l'Euro et l'impôt* (2013), *la loi de finances 2014* (janvier 2014), *la loi de finances 2015* (janvier 2015), *la fiscalité numérique* (mars 2015).
- participation à de nombreux colloques : sur les finances publiques : finances nationales et union européenne, les lois de finances, mise en œuvre de la loi organique du 1er août 2001.

3) Autres activités de recherche : Participation à la recherche du réseau CURIE sur la propriété intellectuelle de l'étudiant de 1998 à 2002 ayant débouché sur la rédaction d'un guide à l'intention des membres du réseau dans leurs relations avec les étudiants en thèse ou post-doc.

3) Activités de Consultations juridiques:

- Evaluation de l'Espace d'interpellation démocratique (EID), service rattaché au Médiateur de la République, mars 2015 ;
- Evaluation des résultats des candidats aux concours de l'agrégation du CAMES, de 1990 à 2011. Décembre 2012, Rapport et propositions d'amélioration.
- Evaluation à mi-parcours du renforcement des capacités de l'Assemblée nationale du Burkina-Faso sur financement de l'African Capacity Building Foundation (ACBF - Fondation pour le renforcement des capacités de l'Afrique). Mai 2010, 68 pages.
- Consultation sur le statut du Bureau du Vérificateur Général du Mali : Fonctionnement du bureau, avec et propositions de modification des textes législatifs et réglementaires. Janvier 2010, 108 pages.
- Consultation sur la réforme de l'organisation du Ministère malien chargé des relations avec les institutions, porte-parole du gouvernement. Rapport et atelier de restitution en février 2009, 68 pages.

- Participation en avril 2008 à la Commission Daba Diawara, Mission de réflexion pour une consolidation de la démocratie au Mali, Rapport remis au Président de la République du Mali en octobre 2008.
- Consultation pour le Ministère de l'Agriculture du Mali sur la mise aux normes internationales des règles nationales en matière phytosanitaire. Mars 2008, 101 pages + annexes
- Consultant sur la Gestion et la Promotion économiques (GPE), programme de formation de l'Université de Yaoundé II, à mi-parcours. mars 2008, 57 pages.
- Participation en mars 2003 aux assises nationales sur le contrôle des finances publiques du Mali ayant débouché sur la création du Vérificateur général du Mali. (Bamako-Mali).
- Participation au premier forum national des Maliens de l'Extérieur, octobre 2003. (Bamako-Mali).
- Pour le Commissariat général au Plan, Le financement de la recherche publique, juin 1993, 42 p.
- Pour le Centre de recherche pour le développement international (CRDI-Canada), Evaluation des codes des investissements du Sénégal, aspects fiscaux, 1986, 47 p. et 85 p d'annexes

5) Direction de thèses

- 12 thèses soutenues.
- 12 thèses en cours de préparation. (5 inscriptions à Rouen ; 7 inscriptions à Dakar).

6) Jurys de thèses

Rapporteur et membre de nombreux jurys de thèses aux facultés de droit d'Abidjan, d'Aix-en-Provence, Bamako, Bordeaux –IV Montesquieu, Caen, Dakar, Grenoble, Lyon 3, Paris 2, Poitiers, Toulouse 1, Strasbourg.

ADMINISTRATION ET AUTRES RESPONSABILITES COLLECTIVES.

1) Administration universitaire

- 1) Elu, par le conseil d'administration de l'université de Rouen médiateur de l'université, juillet 2010 ;
- 2) Directeur du diplôme de Licence des Métiers de l'administration territoriale, 2008
- 3) Membre du Conseil scientifique de l'université de Rouen de déc. 2006 à mars 2008,
- 4) Membre du conseil des études et de la vie universitaire (CEVU) de l'université de Rouen, de 2002 à 2006.
- 5) Membre du conseil de gestion de la faculté de droit, des sciences économiques et de gestion de 2002 à 2008, et de nouveau, depuis 2014.
- 6) Directeur du DESS Administration des activités locales de 2001 à 2004,
- 7) Directeur de l'Institut de préparation à l'Administration générale (IPAG) et membre invité du Conseil d'administration de l'Université de Rouen d'octobre 1997 à octobre 2002,
- 8) Vice-Doyen de la Faculté de droit de Rouen de mai 1993 à mai 1997,
- 9) Directeur du Centre universitaire d'Evreux, délocalisation de l'Université de Rouen d'un DEUG Droit et d'un DEUG Sciences PC-MI de septembre 1994 au 31 décembre 1996,
- 10) Président du département d'AES de la Faculté de droit de Rouen de 1990 à fin 1993.

2) Coopération internationale

Responsable de la coopération internationale de l'université de Rouen avec les universités ouest-africaines en général et de Bamako, Dakar, Ouagadougou en particulier.

A ce titre,

- Organisation en mai 1999 de la rencontre « Investissements : destination Sénégal », entre administration sénégalaise et chefs d'entreprises haut-normands à la Chambre

- de commerce et d'industrie de Rouen) ;
- En 2002, à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université Cheikh Anta Diop du colloque sur « Le droit d'entreprendre et l'entreprise » ;
 - En 2015, à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université Cheikh anta Diop du colloque sur « Les ports africains, statuts et gestion ».

COMPETENCES.

- 1 – Enseignement supérieur ;
- 2 – Recherches en Droit : Spécialités : finances, fiscalité, droit constitutionnel, collectivités territoriales ; droit communautaire africain
- 3 – Consultations pour les administrations politiques et publiques ; des administrations financières ;
- 4 – Administration universitaire ;
- 5 – Mise en place de programmes d'enseignement du supérieur,
- 6 – Maîtrise du système LMD,
- 7 – Médiation entre personnels de structures universitaires.

DECORATIONS.

- 1) Chevalier de la Légion d'honneur française (fév. 2005) ;
- 2) Chevalier de l'Ordre national du Mali (janv. 2009) ;
- 3) Chevalier des Palmes académiques (promotion juillet 2015).

LANGUES.

Boré : langue maternelle ;
Bambara : niveau très médiocre ;
Français : lu, écrit et parlé très couramment ;
Anglais : niveau moyen de lecture, d'écriture et de parler.

Eloi DIARRA

25.4.2016